

Dans un documentaire riche en entretiens et réflexions, le documentariste allemand Michael Wech retrace en détail la crise qui a secoué le Parlement européen à l'été 2020 sur le futur plan de relance post-Covid. Au cœur des débats, le refus du Premier ministre hongrois Viktor Orbán de conditionner les aides européennes au respect de l'État de droit.

« Bonjour dictateur ! » C'est en ces termes et en levant la main à la manière du salut hitlérien que, le 21 mai 2015, Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission européenne, accueille Viktor Orbán à un sommet réunissant tous les chefs d'État de l'Union européenne. Les sourires sont crispés. Élève très turbulent de l'Europe, le Premier ministre hongrois reste encore, à cette époque, sous le contrôle des pays fondateurs de l'Europe qui se contentent de condamner mollement les atteintes aux libertés fondamentales en Hongrie.

Il n'en est pas de même ce 17 juillet 2020. Sous la présidence de la chancelière allemande Angela Merkel, les chefs d'État du Conseil européen sont réunis en urgence à Bruxelles pour tenter de trouver un accord sur l'attribution des aides financières aux pays les plus touchés par le virus de la Covid 19. Ils doivent aussi voter le budget de l'Europe d'un montant de 1000 milliards d'euros jusqu'en 2027. La bataille fait rage. Les négociations entre les vingt-sept membres de l'Union européenne coïncident, surtout du côté de la Hongrie dont le Premier ministre, soutenu par les dirigeants polonais, a annoncé qu'il mettrait son veto à ce vote si l'attribution des aides européennes était conditionnée au respect de l'État de droit. Orbán ne cède sur rien. Droit dans ses bottes, il n'écoute aucun argument et tente de se justifier en affirmant que les pays d'Europe centrale « ont une autre histoire, une autre culture » et que « leurs valeurs sont différentes concernant l'État de droit ».

Un compromis qui n'arrange personne

Face à cette obstruction qui met en péril l'avenir économique de plusieurs pays très touchés par le virus, l'Allemagne se résout finalement à négocier le 10 décembre 2020 un compromis très flou permettant la levée du veto polono-hongrois. En reportant au début 2022 « le mécanisme de l'État de droit », les dirigeants de l'UE cèdent aux autocrates et permettent à Viktor Orbán de se pavaner en affirmant « avoir fait plier » les dirigeants européens.

Dans son documentaire - dont le titre original « Hallo, Diktator » n'est bizarrement pas conservé dans sa version française, titrant juste « La Hongrie, Orbán et l'État de droit » - Michael Wech livre une enquête minutieuse sur cette crise en racontant ses coulisses à travers les témoignages des principaux acteurs (Manfred Weber, Viviane Reding, Martin Schultz...). Tous sont impitoyables avec Orbán, y compris ses amis du PPE, mais restent impuissants et inertes face aux dérapages antidémocratiques du Premier ministre hongrois. « Tant que ce sera comme ça, il fera ce qu'il voudra et il le sait. On n'arrêtera pas Viktor Orbán avec de belles paroles ! », regrette Martin Schultz, ancien président du Parlement Européen (2012-2017) en soulignant que même « la bombe atomique » de l'article 7 du traité de l'UE qui permet des sanctions à l'encontre d'un pays qui contreviendrait aux valeurs démocratiques européennes, ne peut être enclenché s'il n'est pas voté à

l'unanimité.

« Un renégat » affirme son biographe Paul Lendvai. « Un nazi de salon », dit le pasteur méthodiste Gábor Iványi.

La progressive mise au pas de la démocratie en Hongrie

L'enquête sur cette crise est aussi l'occasion pour Michael Wech de faire un portrait très sévère - à charge diront ses partisans - du dirigeant hongrois. A travers de nombreux témoignages et plusieurs archives, il rappelle son parcours politique très chaotique, ses trahisons et ses reniements. « Un renégat » affirme son biographe Paul Lendvai. « Un nazi de salon », dit le pasteur méthodiste Gábor Iványi, ex-ami d'Orbán, qui dirige une soupe populaire à Budapest.

En suivant le député Vert allemand Daniel Freund qui s'est rendu à Budapest pour faire un rapport sur les atteintes aux libertés fondamentales en Hongrie, le réalisateur passe en revue les dérives de « la démocratie illibérale » de Viktor Orbán : réécriture de la Constitution, remise en cause de l'indépendance de la justice, contrôle des médias, atteinte à la liberté de l'enseignement, attaques antisémites contre George Soros et les minorités, corruption au profit de ses proches.

Les témoignages sont accablants. Le journaliste Csaba Lukács raconte comment Orbán a fait fermer du jour au lendemain [le quotidien Magyar Nemzet](#) qui existait depuis quatre-vingts ans, et l'impossibilité de faire imprimer en Hongrie le nouvel hebdomadaire *Magyar Hang* fondé par les journalistes licenciés. Le nouveau maire écologiste de Budapest Gergely Karácsony, résume la situation en expliquant qu'en Hongrie « le décor est démocratique, mais les acteurs ne sont pas démocratiques ». Il y a aussi le député sans étiquette Ákos Hadházy qui raconte par le détail « le système Orbán » avec une corruption à haut niveau profitant à sa famille et à ses proches comme son ami d'enfance Lőrinc Mészáros, ancien chauffagiste, devenu la deuxième fortune de Hongrie grâce à des appels d'offres truqués. Le réalisateur rappelle que la Hongrie est le deuxième plus grand bénéficiaire des financements européens au regard du nombre de ses habitants. Selon plusieurs ONG, 20% de ces aides qui se montent à 40 milliards d'euros depuis l'arrivée d'Orbán au pouvoir, pourraient partir dans le clientélisme...

Reste que si l'enquête de Michael Wech est implacable, elle n'aborde pas [les très importants liens économiques qu'entretient l'Allemagne avec la Hongrie](#) et qui, selon de nombreux députés européens, auraient conditionnés le compromis bancal sur le mécanisme de l'État de droit échafaudé par Angela Merkel. Par ailleurs, face aux nombreux détracteurs d'Orbán, seul Zoltán Kovács, porte-parole du gouvernement hongrois, est interrogé pour répondre aux accusations. Toutefois, on ne sait pas si Viktor Orbán a décliné une invitation d'entretien. C'est dommage, car ces deux lacunes atténuent un peu le propos de l'enquête qui n'en reste pas moins remarquable.

« Hallo, Diktator » : un documentaire sans détour au sujet d'Orbán

Le documentaire d'Arte « La Hongrie, Orbán et l'État de droit » sera rediffusé ce mardi 2 février à 23h45 et reste disponible en ligne jusqu'au 23 mars 2021 [ici](#).

[« Merkel a jeté une bouée de sauvetage à Orbán ». La gauche hongroise amère après l'accord sur les fonds européens](#)